

Au Cameroun, des écoles françaises en quête de nouveaux marchés

Eric Nunès

Plusieurs écoles de commerce, d'ingénierie ou d'informatique se sont implantées dans ce pays, où le secteur de l'enseignement supérieur est en pleine expansion. Elles forment sur place une élite locale, avec des passerelles vers leurs programmes en France.

Sur la rive nord du fleuve Dibamba, à plusieurs kilomètres du centre de Douala, capitale économique du Cameroun, les margouillats sont chez eux. Et peu importe que l'Institut catholique d'arts et métiers (ICAM), une école d'ingénieurs française fondée en 1898 par des industriels du Nord et des jésuites, ait décidé d'y construire un campus : ces gros lézards de la savane ne lâchent pas un centimètre de leur territoire. Ils promènent leur tête orange sur un corps bleu entre les coursives de l'école, s'invitent dans la cantine, gambadent à l'intérieur des logements étudiants, à la recherche d'une proie. Les margouillats sont insectivores et, ici, les cafards sont de belle taille.

L'histoire de l'ICAM au Cameroun commence au début du millénaire. En 2004, le pétrolier français Total, présent dans cette partie de l'Afrique centrale depuis 1947, presse l'ICAM de lui former sur place des ingénieurs locaux et met à sa disposition « quelques salles de classe », se souvient Martial Adiang, directeur de l'établissement. L'école française exporte alors sa pédagogie et des enseignants. Une première promotion d'une vingtaine d'élèves est formée ; d'autres suivront. Quant au pétrolier, il peut embaucher des cadres locaux, bien moins onéreux que des expatriés européens.

Campus délocalisés

Ce premier pas réalisé, l'ICAM a fait construire, en partenariat avec l'Université catholique d'Afrique centrale (UCAC), un campus susceptible d'accueillir 500 étudiants, à une heure du centre de la capitale économique du pays. Inauguré en 2015, il forme des cohortes de 50 à 60 ingénieurs généralistes, informaticiens ou spécialistes des procédés. Aujourd'hui, l'ICAM n'est plus le seul établissement français à avoir pris pied au Cameroun. L'école d'informatique 3iL, de Limoges, s'est implantée à Douala en 2005 en partenariat avec une institution locale, sous le nom de 3IAC (Institut d'ingénierie informatique d'Afrique centrale). L'université de technologie de Troyes (UTT) s'y est installée en 2017. L'afflux d'acteurs ne concerne pas que les établissements technologiques. En 2019, le groupe Collège de Paris a implanté une business school à Douala avec l'objectif de répondre aux besoins locaux pour les métiers de la banque, du management de projet, des ressources humaines et du numérique. Enfin, en 2020, c'est le pôle Léonard-de-Vinci, situé à la Défense, qui s'est associé avec le JFN Institute of Technology, à Douala, pour la création de classes préparatoires communes.

Depuis 2018, les établissements français sont devenus les premiers exportateurs de campus dans le monde, selon une étude publiée en 2020 par le Leibniz Institute for Research on Society and Space – « devant les Etats-Unis », note Béatrice Khaiat, la directrice de Campus France. Si la Chine reste la première destination de ces écoles françaises en quête d'expansion, l'Afrique est particulièrement dans leur viseur – en particulier le Maroc, l'île Maurice et le Cameroun. « Le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, en 2017, a donné une impulsion politique importante pour multiplier les

partenariats et les formations conjointes avec l'Afrique, avec de nouveaux outils de coopération et des financements », explique la directrice de Campus France. Depuis 2018, 400 doubles diplômes entre établissements français et africains ont vu le jour.

Des étudiants aisés

La grande majorité des étudiants de ces écoles franco-camerounaises sont des enfants de cadres supérieurs, hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprises. Des familles aisées prêtes « à mettre le paquet pour les faire réussir », reconnaît un responsable d'établissement. L'élite locale est un véritable marché pour les écoles françaises. Leur implantation au Cameroun répond d'abord aux besoins des entreprises installées en Afrique centrale, qui sont à la peine pour recruter localement techniciens supérieurs et managers. « Nous ne trouvons pas suffisamment de cadres bien formés », reconnaît Erica Conrad, directrice des ressources humaines d'Eneo, principal fournisseur d'énergie du pays.

Ces établissements profitent de la faiblesse de l'offre locale. « Le contenu des formations proposées dans l'enseignement supérieur camerounais ne correspond pas aux besoins des entreprises, il est éloigné de la réalité industrielle », estime Martial Adiang, directeur de l'UCAC-ICAM. « Le besoin est réel, diagnostique Jean-Paul Messina, secrétaire général académique de l'UCAC. Il nous faut plus d'écoles capables de former des cadres techniques. »

Les écoles franco-camerounaises s'appliquent donc à coller à la demande des futurs employeurs de leurs étudiants. Pour ce faire, l'ICAM a introduit au Cameroun l'apprentissage, une formule qui convient à tous les acteurs puisque les entreprises participent à la formation sur mesure de leurs futurs employés, les étudiants se voient soulagés d'une partie de leurs frais de scolarité (entre 2 000 et 2 500 euros annuels, selon les établissements), et l'école est payée par les entreprises qui engagent leurs étudiants.

« 75 % de nos enseignements sont pratiques », souligne Sulamite Nyacka, directrice générale Afrique du Collège de Paris. L'école a accumulé des partenariats avec de nombreux acteurs économiques comme Orange, Eneo, Tradex (produits pétroliers), MTN (télécommunications), Total... Ces mêmes entreprises fournissent à l'établissement des intervenants qui vont participer à l'élaboration et à la diffusion des enseignements. « Ce sont des cadres qui ont roulé leur bosse dans leur secteur et qui dispensent un savoir-faire tout de suite utilisable dans l'entreprise », poursuit Mme Nyacka.

Savoir-faire pédagogique

La greffe entre établissements camerounais et français apporte un savoir-faire pédagogique qui fait défaut au pays. « Nous prouvons qu'il est possible d'acquérir les compétences dont l'Afrique centrale a besoin sans passer par l'Europe », avance Jean Youtou, vice-président Afrique du Collège de Paris. Une avancée d'autant plus nécessaire que beaucoup de très bons étudiants n'ont pas les moyens de s'expatrier. Néanmoins, toutes les écoles présentes sur place proposent aux étudiants camerounais de venir étudier aussi en France, pour des périodes plus ou moins longues ou des doubles diplômes. Quitte à participer à une forme de « fuite des cerveaux ».

L'université de technologie de Troyes, qui a diplômé 34 élèves ingénieurs camerounais en France en décembre 2021, observe peu de retours au pays parmi les anciens élèves. « Seul un sur dix retourne au Cameroun tellement l'environnement économique et le développement des affaires y sont contraints », constate Thierry Boulogne, directeur des relations internationales de l'UTT. Une analyse partagée par de nombreux étudiants camerounais que nous avons rencontrés, qui dénoncent les freins bloquant toute initiative dans leur pays : la corruption, l'administration kafkaïenne, la fiscalité et un système de cooptation qui découragent les talents. Toutefois, « si 85 % des étudiants partis restent en Europe pour y débiter leur carrière », affirme Manuella Noubanka, directrice de l'école 3IAC, ils seraient de plus en plus nombreux à revenir après plusieurs années

d'expérience. « Les anciens étudiants étrangers en France sont nos meilleurs ambassadeurs : ils font rayonner l'excellence académique de la France, mais aussi sa langue, sa culture, ses valeurs », remarque la directrice de Campus France.

Laures Tchientcheu Nouwe, 20 ans, en troisième année à l'UCAC-ICAM, se voit de ceux-là. Son projet est tout tracé : il veut étudier en France, décrocher un diplôme d'ingénieur automobile et acquérir suffisamment d'expérience pour revenir au Cameroun créer le premier constructeur automobile de son pays. Il ne manque pas d'ambition. « Elon Musk a fait ce qu'il a fait parce qu'il a cru en lui. »

Cet article est paru dans Le Monde (site web)
(https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/01/16/au-cameroun-des-ecoles-francaises-en-quete-de-nouveaux-marches_6109680_4401467.html)

© 2022 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le **28 janvier 2022** à
Université-de-Bordeaux à des fins de visualisation
personnelle et temporaire.

news·20220116·LMF·6109680_4401467